

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
LE MONDE REND
HOMMAGE À BEL-
MONDO

LES réactions en hommage à la carrière de Jean-Paul Belmondo, mort hier à l'âge de 88 ans (Lire page ailleurs), ont été nombreuses sur les réseaux sociaux. Venues de France ou d'ailleurs, des personnalités de tout horizon ont salué un «trésor national», «sa générosité d'homme et d'acteur» ou encore «une icône du cinéma français et européen».

AFGHANISTAN :
POUR LES TALIBAN,
LA VALLÉE DU PAN-
CHIR FAIT « TACHE
» SUR LA CARTE

LES REGARDS sont désormais tournés vers la vallée montagneuse du Panchir, dans le nord-est du pays. Les Taliban ont annoncé hier, avoir pris le contrôle «complet» de cette dernière poche de résistance armée qui leur échappait, située à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Une affirmation démentie par le Front national de résistance (FNR) dirigé par Ahmad Massoud, le fils du défunt commandant Massoud.

BRÉSIL : CRAINTES
D'UN COUP DE
FORCE DE JAIR
BOLSONARO

CE 7 SEPTEMBRE est jour de fête nationale au Brésil. Le président Jair Bolsonaro compte mobiliser ses troupes dans des manifestations à travers tout le pays, lors d'une journée qui s'annonce tendue, alors qu'il fait face à une crise institutionnelle. D'anciens dirigeants et des élus de gauche du monde entier alertent contre un possible coup de force du président d'extrême droite.

Guinée-Conakry : Doumbouya promet un gouvernement d'union

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Hier, le nouvel homme fort de Guinée-Conakry, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya a reçu tous les membres de l'ancien gouvernement et les responsables des institutions. Il a ensuite promis de mettre en place un « gouvernement d'union nationale », tout en assurant qu'il n'y aurait pas de « chasse aux sorcières ».

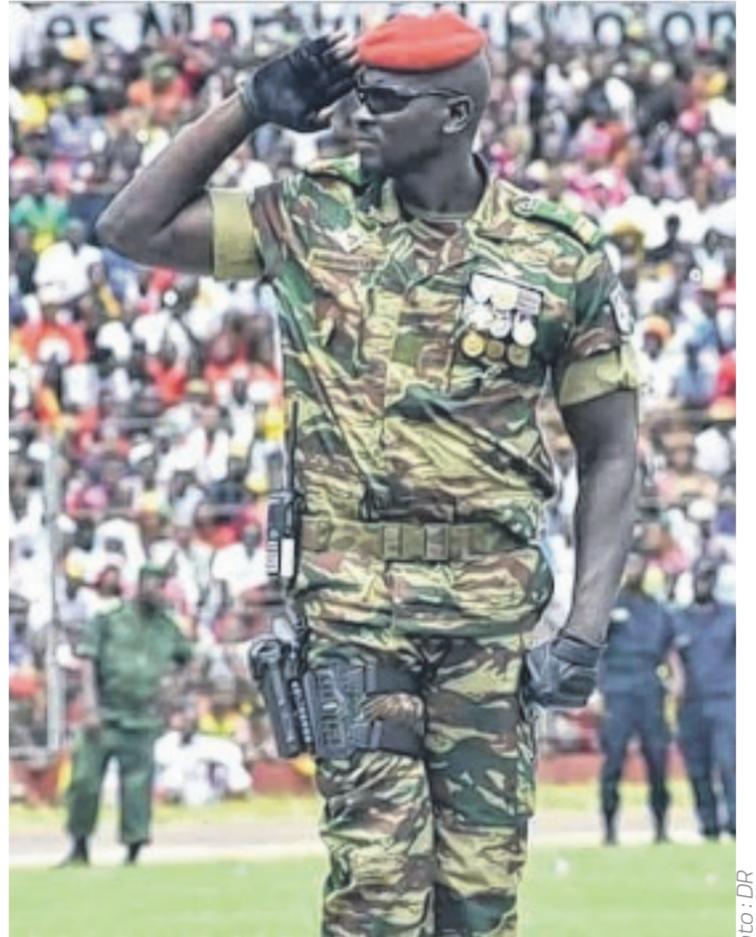
Ainsi, les ministres sortants et les responsables régionaux étaient convoqués par les putschistes au Palais du peuple pour une réunion dont « tout refus de se présenter serait considéré comme une rébellion », avaient-ils prévenu. À son arrivée, le colonel Mamady Doumbouya a été acclamé. La cérémonie a commencé par une minute de silence à la mémoire des victimes du régime d'Alpha Condé.

Dans cette optique, personne ne manquait à l'appel. Les plus hauts dignitaires du régime déchu ont répondu présents à la convocation. Le Premier ministre Ibrahim Kassory Fofana, le ministre de la Défense Mohamed Diané, le ministre de la Sécurité, le porte-parole du gouvernement, le président de l'Assemblée nationale Amadou Damaro Camara et celui de la Cour constitutionnelle étaient présents. Plusieurs autres ministres ont également participé à cette réunion comme le président de la Haute autorité de la communication Boubacar Yassine Diallo ou encore le président de la CENI.

Pour les putschistes du Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD), la présence des plus hautes autorités civiles de la capitale guinéenne signe la prise en compte du coup de force de dimanche dernier et leur adhésion. De facto, ils se sont assurés de l'allégeance de ces figures politiques guinéennes. Ensuite, le lieutenant-colonel Doumbouya a tenu un discours

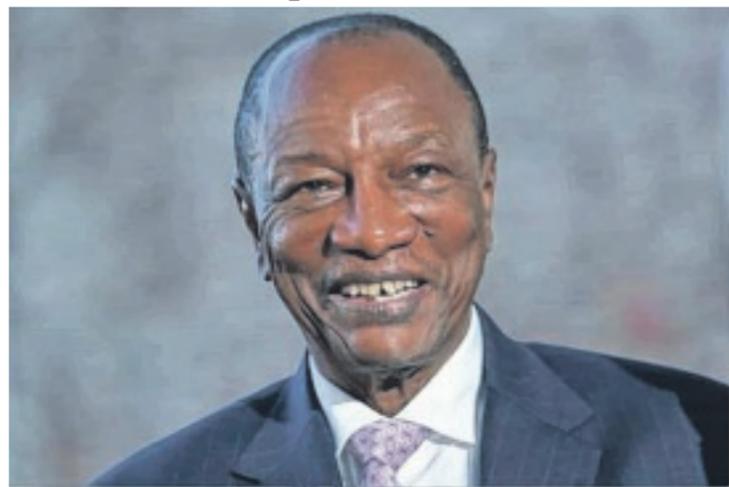
dans lequel il a promis la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale ». « Les secrétaires généraux des ministères assureront la continuité des services jusqu'à la mise en place du prochain gouvernement », a-t-il précisé. En attendant, les documents de voyage et véhicules de fonction doivent être remis aux autorités.

Au niveau de l'économie, le chef des putschistes a annoncé une concertation « pour écrire les grandes lignes de la transition », avant de demander aux compagnies minières de poursuivre leurs activités. « À cet effet, les frontières maritimes restent ouvertes pour les activités d'exportation des produits miniers. Le comité assure les partenaires qu'il respectera toutes ses obligations et rappelle son engagement à favoriser les investissements étrangers dans le pays », a-t-il déclaré. Les frontières ont également été réouvertes.



Le chef des putschistes, Mamady Doumbouya, lors d'une précédente occasion. Photo: DR

Fin de parcours brutal



Alpha Condé, du temps de sa gloire. Photo: DR

J.O.
Libreville/Gabon

Alpha Condé et la politique, c'est une histoire vieille d'un demi-siècle. La politique a toujours été dans son ADN. Il y est entré dès ses études dans les années 1960, en France, au sein de la FEANF, la Fédération des étudiants d'Afrique noire.

Alors que la Guinée vit sous le régime du leader panafricain, Ahmed Sékou Touré, Alpha Condé fonde depuis Paris un mouvement d'opposition, lui valant une condamnation à mort par contumace.

Après la mort de l'homme du refus de 1958, et alors que le pays se démocratise, il rentre en Guinée et met sur pied le RPG, le Rassemblement du

peuple guinéen, parti devenu l'excroissance de cet homme à la forte personnalité et aux idées marquées à gauche. Battu aux élections présidentielles de 1993 et 1998 par Lansana Conté, il est arrêté puis jeté en prison.

Celui qui aurait pu être « le Nelson Mandela d'Afrique de l'Ouest » sera condamné à cinq années de prison, puis libéré au bout de vingt mois sous la pression internationale. Il lui faudra attendre la mort de Lansana Conté en décembre 2008 et la déliquescence du régime putschiste de Moussa Dadis Camara pour qu'il accède enfin au pouvoir en 2010 à la faveur d'une élection présidentielle contestée.

S'ensuivront dix années de pouvoir solitaire et parfois autoritaire, où ce politicien rusé mettra tout en œuvre pour conserver son fauteuil, faisant fi de la contestation populaire et d'une opposition qui lui reprochait de manipuler les urnes et la Constitution.